

Je suis tout à fait d'accord avec les opinions exprimées avec *coloris* par l'honorable député de Fraser Valley-Est (M. Pringle). Je reconnais également que l'unité familiale agricole n'est pas en voie de disparition. Au fait, je pourrais, pour appuyer cette opinion, citer l'exemple de ma propre famille.

Si un nombre toujours grandissant de cultivateurs ont voulu quitter la terre, si cet exode persiste encore,—je ne sais pas s'il a commencé avant ou après la «grande dépression», car tout cela s'est passé avant ma naissance—c'est que ces gens étaient attirés par le gain facile qu'ils trouvaient dans les villes et n'étaient pas prêts, comme leurs prédécesseurs, à gagner leur pain à la sueur de leur front. Et voilà pourquoi pas tous ces cultivateurs, mais un bon nombre d'entre eux, ont abandonné la terre pour s'exiler en ville ou, comme ce fut le cas dans ma région, aux États-Unis. Mais si l'on veut établir la cause de cet exode, on se rendra compte que des centaines de terres impropres à la culture n'auraient jamais dû être ouvertes à la colonisation. C'est ce qui explique que les personnes qui se sont établies sur ces terres n'ont jamais réussi à y trouver leur subsistance. A peine, parfois, pouvaient-elles subvenir aux besoins de leurs familles. Il s'est commis une erreur au tout début, dans le domaine de la colonisation, et les effets de cette erreur persistent encore aujourd'hui.

En ce qui concerne le problème des pommes de terre, le cultivateur traverse actuellement une période saisonnière très critique, qui réapparaît tous les ans, lorsque la récolte est mise en cave. C'est à ce moment-là que le marché est à son plus bas niveau. Mais ce qui me préoccupe davantage, c'est que le marché des pommes de terre, cette année, comme les années précédentes, ne s'améliorera pas suffisamment pour permettre au cultivateur d'obtenir un prix convenable pour son produit.

J'ai dit que je n'étais pas un expert dans ces questions, mais les cultivateurs se demandent comment ils parviendront à solutionner leurs problèmes, notamment celui de la mise en marché.

Certains prétendent qu'ils sont exploités par ce qu'ils appellent communément les «brokers». J'ignore s'ils ont raison, mais j'aimerais savoir pourquoi les gouvernements ne font pas une enquête sur le problème de la mise en marché des pommes de terre.

Le Nouveau-Brunswick a perdu ses marchés traditionnels depuis que les cultivateurs du Québec et de l'Ontario ont décidé de cultiver ce légume sur une très grande échelle. Le marché de l'exportation nous glisse également entre les doigts. Ce n'est pas la faute du gouvernement si d'autres pays veulent cultiver les pommes de terre, mais, indirectement, nos cultivateurs en souffrent. Par conséquent,

[M. Corbin.]

le gouvernement fédéral serait-il prêt à établir une commission qui régirait les prix et les quotas des pommes de terre? Le ministre de l'Agriculture consentirait-il à établir des normes qui permettraient au producteur d'obtenir pour son produit le prix auquel il a droit?

Je sais qu'un «task force» s'occupe d'enquêter dans tous les domaines relatifs à l'agriculture, mais je voudrais bien qu'il cherche de façon particulière, comme il l'a fait pour d'autres problèmes, à solutionner le problème du marché des pommes de terre.

Je lisais dernièrement dans les hebdomadaires de ma région qu'une compagnie respectable se propose d'établir une usine de transformation des pommes de terre. Comme on le sait, il y a déjà dans ma région la compagnie *McCains Foods*, qui est connue à travers le monde. Maintenant, la compagnie *F.W. Pirie* songe à s'orienter dans cette même direction.

Il est possible que cela aide à solutionner le problème de la mise en marché, parce que le consommateur d'aujourd'hui préfère un produit fini. J'espère que les ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce encourageront les gens, qui veulent se tirer d'affaire et aider l'agriculture de leur région à prospérer, en leur accordant de l'assistance financière lorsque la demande leur en sera faite.

Comme on a pu le constater, monsieur le président, je ne suis pas un expert en matière agricole. J'ai tout simplement voulu exposer de la façon la plus humble possible les problèmes auxquels doivent faire face les cultivateurs de ma région, et j'espère que le ministre de l'Agriculture voudra bien tenir compte de mes remarques.

[Traduction]

M. Horner: Je voudrais dire quelques mots avant six heures, monsieur le président, sur le problème urgent qui se pose à l'heure actuelle dans l'Ouest du pays. Plus tard ce soir, je pourrais traiter de l'ensemble des problèmes de l'agriculture. Le ministre de l'Agriculture et la Chambre savent pertinemment qu'il y a une quantité extraordinairement considérable de céréales humides dans l'Ouest du Canada. M. McNamara a parlé de 380 millions de boisseaux de blé, et le directeur des sociétés fédérées d'éleveurs estime que cette quantité s'élève à 800 millions de boisseaux, y compris le blé, l'avoine, l'orge et le lin. Tous les journaux agricoles, le *Co-Operator*, le *Western Producer* ou le *Farm and Country*, sont remplis de commentaires sur les problèmes que pose le séchage des céréales. La situation est évidente, mais le gouvernement s'est montré hésitant à la résoudre.